

Compte-rendu de la réunion du 28 avril 2018 – Contributions

Introduction

Les initiateurs de la réunion du 28 avril 2018 avaient lancé l'invitation sur la base d'un appel intitulé « Libre débat pour une alternative politique » (voir texte ci après).

La réunion, tenue dans le local du Maltais Rouge à Paris, a été suivie par 13 camarades. Le POID s'était excusé de ne pas pouvoir répondre à l'invitation.

Après une introduction par Vincent Presumey reprenant l'appel intitulé « Libre débat pour une alternative politique », la discussion a comporté des interventions des camarades suivants : Bernard Fischer, Emile Fabrol, Jean-Marie Poutchinski, Laurent Degousée (pour Front Social), Christian Berthier (Association pour une Constituante), Robert Duguet, Jacques Capet, Jean Puyade, Pierre Millot.

La déclaration suivante a été adoptée par les participants à la réunion :

Les participants à la réunion-débat du 28 avril pour une alternative politique ont eu une riche discussion qui sera prochainement rendue publique en vue de construire un espace de discussion pour cette alternative.

Dans l'immédiat le besoin le plus pressant monte des nombreuses luttes sociales actuelles : il consiste dans la nécessité rapide d'un Tous ensemble appuyé sur la grève, interprofessionnel, uni et généralisé, chaque secteur apportant ses revendications. Une telle initiative renforcera la mobilisation sociale et permettra d'avancer dans la perspective politique de s'unir pour chasser Macron.

Chacun a été invité à envoyer sa contribution pour rendre compte de la discussion et décision a été prise de se retrouver pour une nouvelle réunion le 2 juin prochain.

Libre débat pour une alternative politique

Tous les secteurs du salariat, actifs, chômeurs et retraités, et la jeunesse, sont en train de chercher voies et moyens pour affronter le pouvoir exécutif "macronien".

Celui-ci en effet, après avoir remporté une première victoire contre les droits sociaux et démocratiques par ses ordonnances contre le code du travail, a désigné les cheminots comme la cible à abattre, au compte du capital dans son ensemble.

Mais une lame de fond s'est progressivement levée à partir des mouvements des EHPAD et des retraités, notamment.

C'est cette lame de fond qui a donné un caractère général, c'est-à-dire un caractère politique d'affrontement avec le pouvoir, à la grève appelée par la majorité des fédérations de la fonction publique le 22 mars dernier, et elle s'est du même coup étendue et approfondie.

C'est cette lame de fond qui, en faisant en sorte que les cheminots ne soient pas isolés, a conféré force et puissance au début de leur grève le 3 avril.

C'est cette lame de fond qui porte la mobilisation progressive de la jeunesse étudiante et lycéenne, qui a été confrontée à plusieurs agressions et provocations d'extrême-droite suite au 22 mars.

C'est à présent cette lame de fond qui soulève les questions politiques essentielles : **combattre l'ensemble de la politique de Macron, construire dans l'unité et dans la lutte une alternative, réaliser l'unité dans la grève. Ces besoins politiques sont liés entre eux.**

Nous n'en sommes donc plus au moment de la prise de conscience de la généralité des attaques menées par ce gouvernement et ce président et l'assemblée-bidon qui les accompagne, même s'il existe des inégalités d'un secteur à un autre. En attaquant tous azimuts, l'exécutif macronien de la V° République suscite le besoin politique d'une lutte sociale se généralisant en se centralisant contre lui.

Il en va de l'avenir des enfants et des jeunes à commencer par leur droit aux études, il en va du traitement accordé aux vieux, il en va de ces éléments de civilisation que sont le droit du travail, les services publics, les statuts de la fonction publique et de la SNCF, la protection sociale, la laïcité, et cette défensive devient offensive en exigeant l'extension des services publics et non leur atrophie, la hausse des salaires, retraites, pensions et minima sociaux et non leur baisse réelle.

Les données d'un affrontement général, d'une explication d'ensemble classe contre classe, majorité contre minorité capitaliste, se mettent en place. Nous n'allons pas plus vite que la musique en disant cela : notre propos n'est pas d'accélérer à tout pris l'affrontement, qui aura lieu, qui germe et qui monte, notre propos concerne les conditions de sa victoire, ou non.

Car non seulement l'exécutif macronien de la V° République annonce et assume un avenir bouché pour le plus grand nombre, fait de petits boulots, d'ubérisation et de non-droits, mais, comme l'indiquent les nombreux "incidents" liés à l'ultra-droite depuis l'affaire de Montpellier du 23 mars dernier, **il nourrit la pire réaction** : sa victoire conduirait soit à l'arrivée au pouvoir de cette dernière, soit à l'installation d'un macronisme pérenne et autoritaire dans une société brisée.

Il est évident que l'immense majorité n'en veut pas et que ce qui est, de plus en plus, à l'ordre-du-jour, n'est pas ce mauvais scenario, mais l'affirmation démocratique de l'affrontement social nécessaire et salutaire.

Le blog Arguments pour la lutte sociale et deux camarades, Robert Duguet et Philippe de Maistre, membres fondateurs d'une association qui était en octobre en voie de se constituer : l'Espace Citoyen du Val d'Yerres (91), ont participé le 22 octobre à une rencontre sur le thème : "constituer une perspective politique, nécessairement pluraliste et démocratique, qui représente les salariés, actifs, chômeurs, retraités, jeunes, alternative à Macron, pour le chasser lui et la V° République.", à laquelle avaient notamment participé des représentants du courant ayant depuis constitué la Gauche démocratique et sociale, composé surtout d'anciens militants du PS

Constituer une telle perspective politique, cet objectif n'a-t-il pas plus d'actualité, d'urgence, à présent ?

Sans aucun doute.

Et ce n'est pas un objectif séparé de celui visant à réaliser l'unité, la centralisation et donc la généralisation des luttes sociales contre le patronat et l'exécutif. Les cheminots seuls n'y arriveront pas et ils ne seraient pas entrés en grève avec une telle force s'ils avaient été isolés. La question de la vraie grève générale, courte et unie, se pose à présent, et elle pose à son tour la question : chasser Macron, et quoi ensuite ?

Les journées d'action interprofessionnelles annoncées (dont de larges secteurs vont bien sûr se saisir) ne répondent pas à ces questions. Mais plus les forces, courants et militants se situant sur le terrain du mouvement ouvrier et du débat démocratique s'associeront, débattront publiquement des perspectives et affirmeront leur volonté à construire, sur la base des mobilisations, l'alternative politique démocratique à ce pouvoir et à ce régime, plus se renforceront les chances d'un mouvement général et centralisé pour gagner.

C'est pourquoi nous invitons ceux et celles qui, tout en participant aux combats sociaux du moment, veulent avancer sur cette question, à une assemblée-débat le samedi 28 avril, de 14h à 17h à la salle de réunion du "Maltais rouge", [40 rue de Malte Paris 11^e](#) (métro République ou Oberkampf). Nous remercions d'ailleurs l'association qui gère cet espace car trouver un lieu de réunion à Paris est un vrai problème démocratique, qui a contribué à retarder notre initiative.

Notre invitation s'adresse à toutes et à tous :

- les militants syndicalistes qui cherchent la centralisation et l'extension des luttes sociales actuelles,
- les jeunes qui refusent l'avenir "uber-blanquarisé" que l'on veut leur imposer et parmi eux les syndicalistes étudiants et lycéens,
- les militants et citoyens mobilisés sur l'appel lancé par F. Ruffin et F. Lordon à un "débordement général" pour "faire la fête à Macron" le 5 mai prochain.

Nous savons bien qu'à partir de nos seules forces nous n'allons pas par miracle associer les milliers et les milliers concernés par ces enjeux, mais, sans aucune exclusive, notre invitation s'adresse tout particulièrement aux courants politiques ou syndicalistes qui, d'une façon ou d'une autre, mettent en avant la nécessité de l'unité pour chasser Macron sans s'aligner sur le calendrier électoral officiel (présidentielle en 2022, municipales en 2020 et européennes en 2019 !) et saisissent ou tendent à saisir comme une question politique à traiter maintenant celle

de l'unité et de l'alternative à Macron et à la V° République et donc le débat sur le régime, la constituante, le gouvernement démocratiques nécessaires :

- le Front social,
- le POID (Parti Ouvrier Indépendant et Démocratique) qui prépare depuis plusieurs semaines une manifestation le dimanche 13 mai "*pour l'unité pour chasser Macron*", objectif précis que nous partageons,
- la GDS (Gauche Démocratique et Sociale) qui appelle à "*bâtir un front unitaire contre Macron*" et à "*l'unité pour une alternative à gauche*",
- les militants d'Ensemble, du NPA, de l'Association pour une constituante ... liste non limitative !

Nous proposons de donner à la réunion du 28 avril le caractère d'une réunion-débat dans laquelle chaque courant ou organisation représenté pourra, pour commencer, présenter ses positions et propositions en une courte intervention liminaire de 10 mn. Le but est d'avoir un débat politique de fond, en prise sur le réel : ni prise de tête, ni happening, mais libre débat entre militants ouvriers, ça urge aujourd'hui !

1) Contribution de Vincent Presumey

Macron veut terminer toutes les contre-réformes. Il n'a qu'une faible assise propre dans le pays en dehors de sa classe, mais justement à cause de cela il veut aller vite. Ses atouts se concentrent dans les deux faces du problème politique des directions du mouvement ouvrier qui font obstacles :

- d'une part, les interminables calendriers d'action des directions syndicales (à ne pas confondre avec les syndicats comme tel, dont la place est fondamentale),
- d'autre part, le vide politique à gauche dont la FI n'est pas la solution, mais la forme présente construite sur un projet de rupture avec tout l'héritage du mouvement ouvrier.

Dans ces conditions, une lame de fond monte dans le pays mais sa caractéristique est d'être lente, relativement indépendante et d'éprouver les obstacles au fur et à mesure. Basée sur les luttes réelles médiatiquement invisibles, elle a vraiment commencé avec les Ehpad et les retraités, et est en train de gagner la jeunesse. C'est elle qui a donné force et confiance initiales aux cheminots et non pas la tactique "géniale" de leurs principales fédérations.

D'une certaine façon, le mouvement des masses est rusé voire ironique : il ne fait pas ce qu'il est censé faire selon les commentateurs, puisque quand tout le monde nous prédit soit mai 68 répété, soit la grève perlée jusqu'à ce que mort s'ensuive ("un mai 68 perlé", comme dit y aspirer Mélenchon, c'est-à-dire la défaite par épuisement !), ce qui se déroule sous nos yeux fait penser, de manière originale dans l'histoire des luttes de classe en France, à l' "hiver du mécontentement" britannique vers 1979, mais en version printemps.

Ceci doit nous inspirer confiance mais sans exagération car le moment présent très précis, avec les faiblesses du mouvement étudiant et la répression qui vise la possibilité pour la jeunesse de s'auto-éduquer en faisant des AG, l'accord signé à Carrefour, la durée de la grève à la SNCF ... dessinent un ressac (que, depuis, le déroulement du 1° mai a confirmé).

Le blog APLS a appelé à la présente réunion dans l'état d'esprit suivant : un débat sur comment réaliser l'unité pour chasser Macron, agrémentant un maximum de courants du mouvement ouvrier, est une nécessité pour donner une perspective politique au mouvement social actuel et donc lui permettre d'avancer. La richesse de notre propre débat cet après-midi est prometteuse. Nous devons combiner deux niveaux dans le rythme de la réflexion et de l'action :

- le besoin immédiat du mouvement d'un Tous ensemble rapide, généralisant et centralisant les grèves. C'est là la forme concrète de la grève générale, entendue non comme grève reconductible illimitée, mais comme concentration de l'action de classe, liant toutes les revendications en un affrontement politique. Ajoutons que ce besoin immédiat requiert aussi l'exigence de rupture avec le "dialogue social", avec notamment au moment présent l'exigence que soit formulé, écrit, explicite, le mot d'ordre de retrait du plan ferroviaire (tous les cheminots grévistes font grève pour ça), et que toutes les fédérations de fonctionnaires refusent la pseudo concertation pour casser les statuts.

- mais gagner sur les revendications et contre les contre-réformes c'est battre Macron, battre Macron c'est le chasser, et du coup l'autre niveau de réflexion s'impose lui aussi comme une nécessité : quoi mettre à la place ? Se combinent ici les aspirations démocratiques contre la V^e République et la reconstitution de formes non capitalistes d'association humaine. Soyons œcuménique (si j'ose dire !) : le mouvement réel comporte la petite commune et son maire parfois "divers droite" qui veut garder école et bureau de poste, comme il comporte la ZAD où des jeunes et moins jeunes cherchent à préserver l'humus de manière non marchande, et entre les deux il comportera si il va de l'avant, de manière centrale et unificatrice, les comités de grève élus intégrant en leur sein les organisations syndicales ; de cette manière, en relation avec la nécessité de casser l'État du capital, une assemblée constituante n'est pas une formule un peu abstraite, mais un débouché politique, à soumettre au débat.

Nous devons intervenir, et le blog APLS s'y efforcera, pour le Tous ensemble affrontant Macron dans les prochaines semaines, au delà du 1^{er} mai et du 5 mai qui ne résoudront rien par eux-mêmes (mais permettent de nombreux débats), avec la rencontre des fédérations de cheminots le 7 mai, la manif du POID qui a le mérite d'exister en posant la question de chasser Macron, la grève Fonction publique le 22 mai et, au même moment, le déploiement des dégâts de Parcoursup. Et au delà de cet intervalle de nous retrouver, de manière élargie, pour poursuivre, approfondir et amplifier regroupement et débat.

2) Contribution de Robert Duguet après la réunion du 28 avril 2018

Je suis cofondateur de l' « *Espace Citoyen du Val d'Yerres* », association née de la volonté de regrouper « celles et ceux qui veulent réfléchir et participer à l'élaboration des principales mesures qui permettraient de sortir de la crise économique, sociale et écologique dans laquelle le capitalisme a plongé l'humanité » (1).

A ce titre, avec les deux camarades du bureau de l'association qui ont participé à notre réunion du 28 avril à Paris, je peux dire que la discussion démocratique et franche qui s'est engagé entre les participants, enrichit notre réflexion et recoupe nos préoccupations dans la situation politique actuelle.

Plus la volonté du salariat s'exprime contre la politique du gouvernement de Macron pour détruire les acquis sociaux, les services publics dont le statut des cheminots est un segment - ajoutons la sélection à l'université qui voit la jeunesse étudiante chercher à centraliser son action - plus nous constatons que la division politique s'approfondit. Diverses initiatives politiques vont se déployer dans le courant du mois de mai : 5 mai à partir de l'appel de Lordon et Ruffin, 13 mai la manifestation de commémoration de la grève générale de 1968 à l'appel du POID, sur la ligne Unité pour chasser Macron, 30 avril meeting place de la République à l'appel de plusieurs organisations de gauche sauf la France Insoumise... Certains camarades disent : il faut être partout. A titre personnel, je pense que nous avons un devoir de clarification politique. Il faut être là où la discussion pour réaliser l'unité et définir un projet alternatif à la politique de Macron se mène.

Sorti du PS sur une ligne social-démocrate de gauche, qui avait permis en son temps la constitution du Front de Gauche, Jean Luc Mélenchon et son courant France Insoumise, rejoint depuis l'été 2014 les positions populistes sur lesquelles il y aurait beaucoup de chose à dire : citons entre autres la question des « *corps intermédiaires* » ou mise en cause des prérogatives des organisations syndicales dans la tradition bonapartiste : moi et le peuple ! (Voir ce que Vincent a écrit sur la question) Les timides écarts du Front de Gauche de 2012 pour aller vers une 6^{ème} république et une constituante, qui en l'occurrence n'était pas souveraine dans la conception du PG (Parti de Gauche), font place aujourd'hui à une position de respect de la 5^{ème} république et de ses échéances électorales.

Des drapeaux rouges et de l'Internationale dans les cortèges de 2012 on passe aujourd'hui aux forêts de drapeaux bleu-blanc-rouge aux accents de la marseillaise. Mélenchon se dispose comme le recours bonapartiste à Macron : mais combattant aujourd'hui par la force des choses la politique de Macron, les contradictions se développent au sein de son mouvement : voir les positions de Clémentine Autain ou de François Ruffin. Dans la situation présente je considère pour ma part que la position de France Insoumise est l'obstacle principal à l'émergence d'un mouvement politique de masse anticapitaliste.

Si la question d'une république sociale et d'un pouvoir constituant qui pose les bases d'une autre société libérée du capitalisme en crise (voir intervention d'Emile et de Jean sur la ZAD), n'est pas perçue directement aujourd'hui par les salariés et la fraction de la jeunesse en lutte contre Macron, c'est pourtant sur cette question qu'il faut, malgré et contre la division, agir. Pour cela nous avons besoin d'un cadre de réflexion et d'élaboration, un espace politique, respectueux des appartenances des uns et des autres.

Pour ma part j'apprécie la proposition de constituer cet espace politique, qui ne peut dans ma conception se limiter aux frontières d'un club de réflexion (comme la période précédente a pu en voir se développer) mais qui pose forcément la question de la recomposition politique du mouvement ouvrier.

(1) article 1 des statuts.

3) Contribution de Jean-Marie Koutchinski

Au sortir de notre rencontre je m'interrogeais sur qu'est ce qui amène à ne pas se satisfaire de la riposte syndicale dans les conditions du moment, quand je parle de ne pas se satisfaire, cela s'adresse plus particulièrement à la CGT et pourtant c'est cette organisation qui permet d'organiser la lutte face aux attaques de la droite. Je ne développe pas .

Hier présent à la manif [du 1^{er} mai] , on n'a pu voir une offensive bien plus importante sur la CGT , il faut la discréditer par tous les moyens possibles POUR FAIRE PASSER LES ACTES ANTI SOCIAUX. Ce n'est pas la CFDT qui est visée , tranquille dans ses fauteuils de cinéma...

Au delà de qui porte la responsabilité des heurts d'hier, poser la question c'est y répondre , mais je n'ai pas vu de message de soutien vis à vis de la CGT, de ses militants, elle est bien seule et c'est erreur de classe de ne pas réagir.

Alors dans ces conditions, dire que Martinez est prêt à des compromissions, sur la base de se rendre le 7 mai, c'est faire le jeu des réformistes qui pensent le syndicat comme accompagnant le patronat, comme des partenaires et non adversaires .

Oui bien sur, j'aimerais un rapport de force favorable aux transformations sociales, l'économie de marché est vécue comme une bonne chose, notamment chez les jeunes, les jeunes salariés voir sans emplois.

Pas de mise en cause du système, c'est une construction pas à pas pour gagner une autre répartition de la valeur ajoutée, nous en sommes loin, c'est pourquoi nous avons besoin d'un projet politique pour mettre en mouvement une réelle alternative sans attendre les échéances électorales, gagner la bataille des idées, non pas dans une démarche programmatique, mais pour démontrer le besoin de dépasser le capitalisme et la crédibilité d'une autre façon de penser l'économie, une économie humaine.

Pour le moment force est de constater qu'il est difficile de se mettre autour d'une table pour élaborer sans tirer la couverture à soi, sans domination, c'est ce que demandent les citoyens que nous sommes.

C'est de cela que le mouvement syndical a besoin, c'est l'urgence.

Ce n'est pas mon compte rendu, mais l'expression de ma pensée, j'avais hésité à vous la communiquer, je le fais car je suis convaincu qu'il faut continuer à parler .

Amicalement

4) Contribution de Christian Berthier (Association Pour une Constituante)

Pour APC (Christian Berthier) l'invite de Robert est particulièrement opportune s'adressant (extraits) "*aux courants qui...mettent en avant la nécessité de ..chasser Macron sans s'aligner sur le calendrier électoral officiel ...et tentent de saisir comme une question politique à traiter maintenant celle de l'unité et de l'alternative à Macron et à la V^e République et donc le débat sur le régime, la constituante, le gouvernement démocratiques nécessaires.*"

Dans le conflit ferroviaire, comme dans tous les autres, il n'est pas possible d'épargner Macron. Électoralement minoritaire, il revendique et exerce tous les pouvoirs d'une constitution permettant un "coup d'état permanent" contre la majorité du peuple... mais aussi contre les élus politiques et sociaux de tous niveaux et leurs assemblées élues.

De plus, le réseau ferroviaire, ses personnels est un des moyens essentiels de communication et

d'échanges entre les citoyens, les familles, les productions et services de tous types qui permettent la vie du peuple sur le territoire français. Idem pour les collectivités.

Il en est de même concernant les autres États-nations en Europe.

Pendant des années, le pouvoir central a tenté d'impliquer les organisations, syndicats et associations de tous types dans des concertations qui ont profondément déçu ces derniers et leurs membres. Les compétences générales des collectivités ont été centralisées, rognées, voire supprimées dans tous les domaines concernant directement la vie des familles et des PME. L'abstention croissante, voire massive, en est la conséquence sur les plans politiques et associatifs. Le taire maintenant relève du déni conscient, voire intéressé.

C'est en se mettant en avant sur tous les terrains que le Président lui-même pose plus que jamais la question de sa vraie légitimité et de sa capacité à permettre la satisfaction des besoins "matériels et moraux" du peuple et des revendications. Diluer ou émettre les revendications et exigences du peuple ne ferait "en même temps" que enhardir le pouvoir et aggraver encore la situation économique et sociale de la Nation.

Christian Berthier

5) Contribution de Pierre Millot

Qu'il s'agisse de la défense d'un hôpital, de refuser l'augmentation de la CSG sur les retraites, de combattre la sélection des lycéens ou les suppressions d'emploi, etc., dans chaque discussion, les salariés, les retraités, les jeunes désignent les responsables : Macron et son gouvernement.

L'objectif de chasser Macron s'impose comme la condition pour que cessent les attaques contre les lois qui protègent les salariés et contre les services publics qui constituent leur seul bien.

Mais la division politique, la division syndicale, organisées par les partisans de la concertation et du dialogue social, aussi bien que par les partisans du respect de la durée du mandat présidentiel, constituent des obstacles sérieux et, pour le moment, efficaces, à la réalisation de cette aspiration largement partagée : chasser Macron. La division est de fait le principal soutien du président des riches. La question de l'unité pour chasser Macron est donc centrale.

La mobilisation sociale, la mobilisation des jeunes, ont amené plusieurs organisations à prendre des initiatives qui se présentent comme cherchant à coordonner et centraliser les luttes.

Le *Front social* propose :

- d'impulser des grèves partout où c'est possible ;
- de les coordonner et de les faire converger.

Autant de conditions nécessaires auxquelles il manque la perspective politique explicite d'en finir sans attendre 2022 avec Macron.

La *France Insoumise* appelle à une « manif pot au feu » pour « faire la fête à Macron » ou, parfois, pour « dire stop à Macron ». Toutes choses qui peuvent s'accommoder de la présence de Macron aux manettes de la pire politique anti-ouvrière de la Vème République jusqu'à la fin du quinquennat.

Le *POID* propose de manifester « pour chasser Macron », ce qui a le mérite d'être clair. Mais la surface du seul *POID* qui n'a pu créer une dynamique unitaire, ne peut permettre d'espérer que cette initiative modifiera objectivement le rapport de force politique. D'autant que la préparation de cette manifestation fait l'impasse sur la question de la grève générale.

Aucune manifestation, aucune grève n'aura le pouvoir de chasser Macron. Seule la grève générale peut en être le moyen. Elle se construira malgré les directions confédérales, malgré les directions politiques, à partir de la centralisation et de l'extension des luttes. Elle se nourrira de la perspective politique qui exprime le mieux le besoin d'en finir avec des années de politique anti-ouvrière : unité pour chasser Macron, unité pour porter au pouvoir un gouvernement issu de la grève générale, de la centralisation nationale des comités de grève, intégrant les organisations qui auront soutenu la grève générale.

Un gouvernement qui rétablira les travailleurs dans leurs droits, restaurera les libertés démocratiques, répondra aux revendications de la jeunesse et convoquera une Constituante pour que soit tournée la page de la Vème République.

6) Contribution de Bernard Fischer

Cela y est. Nous y sommes. C'est le cinquantième anniversaire du mouvement du mois de mai 1968.

Les comparaisons entre, d'une part, le mouvement du mois de mai 1968 et, d'autre part, l'actuel mouvement social sont surabondantes. En 2018 comme en 1968, c'est la place centrale du mouvement étudiant. C'est l'imprévisibilité du mouvement, le coup de tonnerre dans un ciel apparemment bleu. C'est la faiblesse sinon la disparition des organisations syndicales et politiques traditionnelles dans le mouvement étudiant. C'est l'auto organisation du mouvement dans les assemblées générales étudiantes. C'est l'extraordinaire actualité des mots d'ordre du mouvement étudiant du mois de mai 1968. C'est enfin la répression policière.

Le plus important mouvement social dans ce pays depuis des dizaines d'années surgissait au printemps de cette année. Les deux composantes les plus importantes de ce mouvement social sont la grève des cheminots et le mouvement étudiant.

La grève des cheminots est une grève classique et les journées d'action de la grève des cheminots sont des journées d'action classique. L'intersyndicale des fédérations de cheminots de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), de la Confédération Générale du Travail (CGT), de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA) et de l'Union Syndicale Solidaire (USS), impose son calendrier de journées d'action pratiquement sans aucune contestation. Les assemblées générales des cheminots quand elles existent sont numériquement faibles et elles ne

décident de rien, sinon de l'application du plan de l'intersyndicale. La fédération du rail du Syndicat Unitaire et Démocratique (SUD) est dans l'intersyndicale et, en même temps, elle appelle à la grève reconductible. Sa présence dans l'intersyndicale ne sert à rien et son appel à la grève reconductible est inaudible.

Il en va de même de la CFDT. La fédération des cheminots de la CFDT est dans l'intersyndicale et, en même temps, il n'y a pas de rupture entre la fédération des cheminots de la CFDT et le bureau confédéral de la CFDT. L'issue la plus probable est la rupture de l'intersyndicale dans le sens d'un accord entre le gouvernement et le bureau confédéral de la CFDT.

La situation du mouvement étudiant est exactement le contraire par rapport à la situation de la grève des cheminots. Il y a un puissant mouvement étudiant, même s'il est minoritaire.

La forme la plus importante du mouvement étudiant est l'occupation et le blocage partiel ou total d'au moins une dizaine d'universités, pour certaines d'entre elles depuis plus de deux mois. Il n'y a aucune centralisation nationale des informations relatives au mouvement étudiant. C'est une distinction importante et fondamentale, c'est une évolution négative importante du mouvement étudiant de 2018 par rapport au mouvement étudiant des années 1970 et 1980. Il y avait à l'époque un syndicat étudiant fort, c'était l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF). En 2018, il y a l'impression selon laquelle l'UNEF n'existe tout simplement plus.

La question centrale de l'actuel mouvement social est la question de la convergence des luttes.

C'est d'abord la question de la convergence des luttes sociales. La forme la plus élémentaire de cette convergence des luttes sociales est la participation des cheminots à des assemblées générales étudiantes et la participation des étudiants à des manifestations des cheminots.

C'est aussi la question de la convergence des luttes syndicales et politiques. Cette question est une question formelle. Depuis des années, des manifestations syndicales passent devant des points fixes des organisations politiques. Plus récemment, des manifestations politiques passent devant des points fixes des organisations syndicales. La CGT, l'USS, le Mouvement de la France Insoumise (MFI), le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), le Parti Communiste Français (PCF), Ensemble et d'autres organisations syndicales et politiques appellent à une manifestation nationale à Paris, Samedi 26 Mai 2018. C'est positif.

Enfin, nous entendons de temps en temps dans les manifestations le mot d'ordre de « Macron, un an cela suffit », comme un lointain écho du célèbre mot d'ordre du mouvement du mois de mai 1968, « de Gaulle, dix ans cela suffit ».

Ce mot d'ordre n'est pas le mot d'ordre central du mouvement social. Le mouvement social est un mouvement social réel et ce n'est pas un mouvement social idéal. Le mot d'ordre de « Macron, un an cela suffit » n'appartient à aucune petite organisation de l'extrême gauche française en particulier. En ce début du mois de mai 2018, les mots d'ordre de grève générale et d'élection d'une assemblée nationale constituante sont ou seraient des incantations, mais nous sommes dans une situation d'évolution extrêmement rapide de la situation politique et sociale dans ce pays.

7) Contribution de Jacques Capet

J'ai d'abord exprimé mon accord avec l'essentiel des interventions précédentes, particulièrement avec ce qu'a dit le syndicaliste de Sud Commerce, militant comme moi du Front Social. Je suis personnellement retraité de la métallurgie syndiqué à la CGT à Nanterre.

J'ai ensuite marqué une différence avec quelques propos favorables à l'élection d'une Constituante ou à une 6^{ème} République. Je suis depuis 1958 opposé à la 5^{ème}, même si mon opposition a évolué avec les décennies, notamment depuis que je me suis rallié, sur le tard, au marxisme révolutionnaire. Mais je ne pense pas pertinent de faire des institutions un thème majeur de la conflictualité.

D'abord parce que pour la majorité des travailleurs, la Constitution n'est pas la cause de tous les maux : Le problème n'est pas dans les tables de la loi mais dans le législateur et surtout dans le Président. Beaucoup considèrent qu'il y a eu des périodes positives pour eux sous la 5^{ème} République. Je pense au contraire que même dans les premiers mois de la présidence Mitterrand, le ver du Coup d'État permanent était dans le fruit, mais c'est ainsi.

Ensuite parce que, même si l'insatisfaction ou la colère des masses vis-à-vis de nos institutions devenait plus importante, il y aurait très probablement des divergences sur les modalités du changement de régime et sur les grandes lignes des nouvelles institutions et de toute façon la polarisation sur ces questions se ferait aux dépends de la lutte contre le patronat et les banques.

Bien sûr, si le gouvernement organisait un référendum constitutionnel, il faudrait se déterminer en fonction de la ou des questions posées. A moins que, comme en 68, la consultation référendaire soit destinée essentiellement à casser un mouvement populaire fort, auquel cas il faudrait, comme en 68, obliger le Pouvoir à remballer son référendum...

Bien que la question de la sortie de l'euro et/ou de l'Union européenne n'ait pas été évoquée entre nous samedi, comme elle est mise en avant par une partie de notre camp social, j'ai tenu à dire que pour moi ce serait une erreur d'en faire une question prioritaire. Certes, les classes dirigeantes ont mis en place les institutions européennes non seulement pour renforcer le camp capitaliste face au bloc de l'Est, mais aussi pour contrecarrer les politiques économiques et sociales trop progressistes de certains pays dont la France et c'est leur rôle majeur depuis la fin de l'URSS. Mais avec la poussée souverainiste de droite et d'extrême-droite, nous n'avons aucun intérêt à mettre en avant cette question où nous risquons d'apparaître comme des comparses marginaux de Le Pen et Dupont-Aignan. Si d'aventure on nous soumet un référendum sur le sujet et si nous ne pouvons pas comme en 68 le faire avorter, il faudra bien répondre en nous démarquant aussi nettement des racistes que des défenseurs naïfs ou hypocrites de l'«Europe sociale».

Si une victoire électorale d'une Gauche décidée à appliquer des mesures économiques et sociales intéressantes amenait Bruxelles ou la BCE de Francfort à essayer de nous mettre des bâtons dans les roues, il serait évidemment vital de rejeter L'UE, ses pompes et ses œuvres.

Mais dans l'état actuel de la lutte des classes, priorité absolue à l'affrontement contre la grande bourgeoisie !

8) Contribution du Front Social transmise par Laurent Degousée

GAGNER PAR LA GREVE, C'EST VITAL !

Le pouvoir veut pourrir la situation. Macron espère que sans « coagulation » il lui suffit d'attendre les vacances d'été tout en ordonnant à Collomb la répression.

Et pourtant, la résistance tient bon et s'étend

La cause des cheminots est devenue le drapeau de la défense du service public. Elle pourrait encore s'imposer en agent d'un regroupement général et pourrait même transformer la sauvegarde du service public en choix d'une autre société, plus solidaire.

Les étudiants ? Non, ils ne sont pas calmés. Macron et Collomb espéraient dicter leur sélection au profit des fils à papa en les faisant bastonner. C'est tout le contraire : le mouvement de grève reconductible continue et s'organise. Il y a un enjeu à ce qu'il s'élargisse aux lycées et qu'aucun étudiant ne soit pénalisé par les examens qui approchent !

À la base cheminots et étudiants cherchent le contact tout autant que des postiers, des agents d'Air France, des finances publiques, de la santé eux aussi en lutte montrant ainsi qu'ils sont prêts à rejoindre un mouvement général. Une véritable jonction nationale élargirait les boulevards !

Tandis que la loi Collomb contre l'immigration est à ce point proche de l'extrême droite qu'elle suscite une résistance solidaire avec les damnés de la Terre à nos frontières.



frontsocialuni.fr

tousensemble@frontsocialuni.fr



[frontsocial](#)

Alors, comment gagner ?

1 Bouger et s'ouvrir, pas s'immobiliser
et s'isoler

Les assemblées générales invitent déjà tout ce qui bouge, se bat et résiste, cheminots, Postiers, employés des EHPAD, de la Santé publique, étudiants, zadistes de NDDL etc. Amplifions les rendez-vous des luttes et des résistances, avec les étudiants en particulier. La convergence est en train de se construire à la base. Ce potentiel d'action, la disponibilité à la mobilisation et à la convergence sont supérieurs à ce qui est corseté par la tactique actuelle des confédérations et partis

2 Faire sauter le verrou de la dispersion :

La question centrale, c'est comment réaliser l'extension des grèves reconductibles. Les journées d'action le pourraient mais créent une dispersion des énergies au lieu de les renforcer ; 1er mai, 3 mai, 5 mai s'ignorent les unes les autres avec des suites corporatistes ou sans prolongement tandis que le 3 mai, à Paris, ont été annoncées, dans un premier temps, trois manifestations importantes de secteurs mobilisés, cheminots, éducation, finances publiques, à des heures et des endroits différents sans même converger. Pour notre part, nous avons porté cette parole les 1,3 et 5 mai et nous continuerons à la porter dans les dates ultérieures déjà annoncées, la même volonté d'unité contre Macron et sa politique au service du Medef et de la finance en nous rassemblant dans des cortèges interprofessionnels et intersyndicaux de militants et de secteurs en lutte, en affirmant clairement que le Front Social n'est pas là en soutien à un parti ou l'un de ses représentants mais seulement pour aider toutes les initiatives à créer cette convergence vitale.

3 Pour le contrôle démocratique par des coordinations locales, régionales et... nationales

Les assemblées qui se tiennent, mêlant Postiers, Étudiants, Cheminots, Agents de santé, d'Air France et d'autres encore tout comme les actions interprofessionnelles sont encore émiettées, par villes, gares, facultés.... Le tous ensemble qui se construit à la base doit l'être aussi au sommet. Là est la clef du succès.

Il nous faut passer un cran supplémentaire : construire la convergence à l'échelle nationale, une coordination nationale de tous les secteurs en lutte qui donne un agenda à la détermination qui s'affiche dans les luttes et encouragerait ainsi ceux qui hésitent encore à rejoindre la grève et l'étendre. C'est à notre portée.

Alors nous ferons un pas de géant vers la victoire contre Macron !

**MEETING «ET SI ON PARLAIT GREVE GENERALE?»
avec des acteurs des luttes et grèves en cours,
LUNDI 14 MAI à 19h, Bourse du travail de République
29 boulevard du Temple**